

« Promouvoir la contraception c'est garantir un meilleur avenir des jeunes »

Les obstacles à la création de la demande des services SR/PF par les jeunes

Contexte

Selon les tendances actuelles d'évolution des taux de prévalence contraceptive des 9 pays du Partenariat de Ouagadougou, qui sont plutôt satisfaisantes, les experts semblent unanimes sur le fait que sans un changement de paradigmes dans la façon de mettre en œuvre les programmes de planification familiale, il sera difficile pour les pays du PO de réaliser la révolution contraceptive, telle que observée dans les pays asiatiques.

Les récents résultats du Sénégal en sont une illustration parfaite. En effet, avec des bonds cumulatifs de 8 points de son TPC en 3 années, les bons résultats du Sénégal avaient suscité de grandes attentes en 2015, dans l'espoir d'atteindre la cible de 27% de TPC fixé dans son Plan d'Action National Budgétisé (PANB), mais les résultats du dernier EDSC-2015, montrent une augmentation de 0,7% de TPC seulement. Une analyse faite par Track20 à partir de l'outil FPGOal, montrait qu'au Sénégal, malgré l'augmentation de 9 points du TPC en 3 ans, il n'y a pas eu de changement véritable dans la structure des familles et le nombre d'enfants par femme à l'exception de la région de Matam est resté le même.

A partir de ces constats, il est donc important d'investir sur une création de la demande qui tiendrait compte des contraintes socio-culturelles des pays du PO. Susciter la demande de la contraception au sein des populations contribuerait ainsi aux changements des représentations sociales en matière de PF ; tant du côté de la demande que de l'offre de services chez les populations et chez les jeunes (jeunes filles, jeunes garçons et jeune mariés) en particulier.

Objectif de la plénière : Edifier les participants sur les obstacles à la création et la satisfaction de la demande en contraception et planification familiale et également l'importance d'un investissement plus accru sur la création de la demande visant à tenir compte des représentations sociales sur la PF.

Objectifs spécifiques :

- Inspirer les participants à partir des évidences scientifiques, des conceptions et des pratiques des populations en matière de contraception.
- S'intéresser plus spécifiquement à une catégorie de population : les jeunes hommes et femmes
- Orienter le sujet à partir des données sur les réalités sociales susceptibles d'être utiles à la compréhension
- Ouvrir les pistes de réflexions en lien avec les sessions parallèles qui suivront la plénière.

Format de la plénière : Un panel de discussions 1h30 minutes, constitué de 4 personnes, dont 1 présentateur et 4 intervenants, modéré par le directeur général adjoint de l'OOAS. La durée de la communication sera de 20 minutes ; et elle sera suivie des interventions d'autres panélistes et des échanges avec les participants.

Intervenants/Photos et Bios :

	Dr Laurent ASSOGBA, est Médecin de Santé Publique et Épidémiologiste qui a servi au niveau de tous les échelons de la pyramide sanitaire de son pays le Bénin avant d'être nommé par la CEDEAO, Directeur Général Adjoint de l'Organisation Ouest Africaine de la Santé depuis le 3 février 2014. Il est diplômé de l'Université Nationale du Bénin, de l'Ecole de Médecine et de Pharmacie du Mali et de l'Institut de Médecine Tropicale d'Anvers de Belgique.
	Dr Fatoumata Ouattara, est docteur en anthropologie sociale de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) de Marseille. Elle est chargée de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) en France. Ses travaux portent sur la santé de la reproduction, les phénomènes d'exclusion sociale et les catégories morales. Elle mène des enquêtes de terrain au Burkina Faso depuis une vingtaine d'années.
	Mlle Dieynéba N'Diom est étudiante chercheuse en Sociologie, elle est également une activiste de la Santé de la Reproduction particulièrement la planification familiale. Elle est actuellement Présidente des jeunes ambassadeurs de la Mauritanie, représentante des jeunes ambassadeurs dans la coalition régionale des OSC/PF du Partenariat de Ouagadougou, Coordinatrice pays d'IYAPF et de parole aux jeunes.
	M. Lucien Kouakou, arrive à la tête de l'IPPF Région Afrique, fort d'une vingtaine d'années d'expérience, passionnément dédiées à la cause des droits liés à la sexualité et à la reproduction. Pur produit de l'IPPF, il a travaillé auparavant pour le compte de l'Association ivoirienne pour le bien-être familial (AIBEF). Il est économiste de formation, avec un parcours professionnel particulièrement axé sur les programmes et la gestion des services de santé, y compris les questions de genre.
	Ingénieur de génie civil de formation, M. Garba a été Secrétaire Général du Ministère de la Promotion de la Femme et de la Protection de l'Enfant, jusqu'en avril 2010. En Juillet 2010 il quitte le Niger pour la RDC comme Chef de mission de contrôle des travaux du projet PARSAR financé par la BAD. En 2012, il rejoint le bureau d'étude S2+BTP du Gabon pour servir également comme Chef de mission de contrôle des travaux de réhabilitation de la Voirie de Libreville, et depuis le 16 Août 2013 il est le Gouverneur de la Région de Niamey.
	Mme Marie Pierre Nicolle, est depuis avril 2015, elle occupe les fonctions de Directrice du Département Développement Humain (santé, éducation, emploi, formation et protection sociale). Elle est diplômée de l'Institut d'études politique de Paris (1989) et de l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud (1984-1988). Elle a par ailleurs obtenu un CAPES de sciences économiques et sociales (1988) et été auditrice à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale) en 2000/2001.